

## La reprise économique s'esquisse pour 2015

Le PIB français a progressé de 0,3 % au troisième trimestre, malgré la persistance d'un chômage de masse

Et si le bout du tunnel était pour bientôt ? Les chiffres publiés mardi 23 décembre par l'Insee l'ont confirmé : au troisième trimestre, le produit intérieur brut français (PIB) a progressé de 0,3 %, après avoir stagné au premier trimestre et reculé de 0,1 % au deuxième. Un sursaut encourageant, qui devrait néanmoins s'essouffler sur les trois derniers mois de l'année, préviennent les économistes.

En revanche, l'espoir est permis pour 2015 : l'économie française devrait profiter de la baisse des cours du pétrole, de la dépréciation de l'euro et du redémarrage des échanges mondiaux. L'Insee estime ainsi que le PIB devrait croître de 0,7 % sur les six premiers mois de l'année. " Cela veut dire que l'on aurait fait pratiquement les deux tiers du chemin pour avoir 1 % de croissance à la fin 2015 ", s'est félicité François Hollande, le 19 décembre, à Bruxelles.

Malgré les incertitudes qui restent nombreuses, l'entourage du chef de l'Etat fait le pari que la reprise est enfin là.

Ménages : consommation et pouvoir d'achat résistent Même si elle s'est tassée en fin d'année, la consommation, premier moteur de la croissance française, résiste. Elle a ainsi crû de 0,3 % au troisième trimestre, et de 0,4 % en novembre. " Elle reste pénalisée par le taux de chômage élevé ", remarque Axelle Lacan, économiste au Crédit agricole.

Les choses devraient aller un peu mieux en 2015, notamment parce que les Français profitent du tassement des prix. En hausse de 0,5 % au troisième trimestre, leur pouvoir d'achat devrait progresser de 1 % au premier semestre 2015, selon l'Insee.

En revanche, l'investissement des ménages reste dans le rouge : au troisième trimestre, il a reculé de 1,7 % et devrait chuter de 7,9 % sur l'ensemble de l'année, selon l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). Une tendance qui risque de se poursuivre en 2015. En cause : le plongeon des dépenses de logement (- 25 % depuis 2007), lié à celui des mises en chantier.

Entreprises : hausse des marges en vue Si la production s'est un peu redressée au troisième trimestre (+ 0,5 %), l'investissement des entreprises, en chute libre depuis des mois, a stagné (0 %). Pas étonnant alors que la demande adressée aux PME reste atone depuis des mois, stagnation de la consommation oblige. De même, le taux de marge, tombé fin 2013 à son plus bas niveau depuis 1985, s'est établi à 29,5 % au troisième trimestre, en hausse de 0,1 % seulement sur trois mois.

Peut-on être optimiste pour 2015 ? Oui, si l'on se fie à l'amélioration du climat des affaires en novembre. " Nos exportations devraient bénéficier de la baisse de l'euro et du renforcement de la croissance aux Etats-Unis ", ajoute Hélène Baudchon, à BNP Paribas.

Surtout, le Crédit impôt compétitivité emploi (CICE), censé aider les PME à restaurer leurs profits, tout comme le pacte de responsabilité, commencera à porter ses fruits. De fait, le taux de

marge devrait se redresser d'ici à mi-2015. Et l'investissement pourrait se stabiliser à 0,2 % sur l'année, selon l'OFCE.

La dette publique reste un handicap D'après les chiffres publiés mardi 23 décembre par l'Insee, la dette publique s'est établie à 95,2 % du PIB au troisième trimestre, contre 91,8 % un an plus tôt. Autant dire qu'elle devrait frôler la barre des 100 % en 2015.

Certes, la France emprunte à des taux historiquement bas : 0,88 % sur dix ans, contre 4,5 % avant la crise. Mais un tel niveau d'endettement pèse sur la croissance, et la trajectoire des finances publiques reste inquiétante. Le 12 décembre, l'agence de notation Fitch a ainsi dégradé la note de la France de AA + à AA, jugeant la crédibilité budgétaire du gouvernement érodée. De fait, le déficit public devrait s'établir à 4,4 % du PIB cette année et à 4,1 % en 2015. Loin de la cible européenne de 3 %.

Le chômage poursuit sa hausse C'est la principale ombre au tableau. Au troisième trimestre, le taux de chômage s'est établi à 10,4 %. La bonne nouvelle, c'est que 18 000 emplois devraient être créés au premier semestre 2015, selon l'Insee. *" La mauvaise, c'est que cela ne suffira pas à absorber la progression de la population active "*, prévient Xavier Timbeau, à l'OFCE, jugeant qu'il conviendrait que le PIB augmente de 1,5 % au moins en 2015 pour stabiliser le nombre de chômeurs. *" Je crains que les chiffres de l'emploi au mois de novembre - publiés le 24 décembre - ne soient pas bons "*, s'est pour sa part inquiété le premier ministre, Manuel Valls, sur Europe 1, mardi 23 décembre. Selon l'Insee, le taux de chômage devrait grimper à 10,6 % d'ici à mi-2015.

**Marie Charrel**

© Le Monde